

## Flash-back sur l'histoire tumultueuse des élections au Burundi

@rib News, 22/12/2012 Le BURUNDI face à la civilisation électorale Par Hassan NGENDAKUMANALA La civilisation électorale est un processus extrêmement lent, et la lutte électorale développe des comportements dit éviants aux règles même de la démocratie, mais qui permettent d'accéder au pouvoir ou de le conserver par le biais démocratiques. La stabilisation d'un tel régime, avec des élections qui ne sont pas susceptibles d'entraîner un système politique, doit passer par un processus dont seul le temps sera le maître de sa mise en place effective. Faisons une analyse des différentes élections qui se sont déroulées au Burundi et tirons une conclusion.

1. Elections communales de Décembre 1960 À la fin des années 1960, dans ce contexte de démocratisation des institutions imposées par l'ONU, nous assistons à un foisonnement des idées et des revendications politiques. De nombreux partis politiques sont nés juste avant les élections communales prévues en décembre 1960. On compte 27 partis politiques dont les quatre plus importants étaient : l'UPRONA, le PDC, le PDR et le PP. Avant les élections communales en voyant l'effervescence populaire qu'impulse l'UPRONA, de part son affiliation avec le royaume, l'administration de peur que ce parti ne remporte les élections, mit en place un décret qui interdit aux parents et alliés du roi de s'occuper de la politique. Avec ce décret, l'UPRONA se voyait privé pour les élections de grands leaders charismatiques tels que Prince Rwagasore, et des deux gendres du mwami, Ndenzako et Muhirwa, plus d'une centaine de personnes provenant majoritairement de l'UPRONA ont été mis en résidence surveillée ou en prison pour des motifs à caractère politique. Ces élections communales ont vu une large victoire du FC, l'UPRONA a immédiatement contesté les résultats et a déposé une requête pour l'annulation de la part du Front.

2. Elections législatives de septembre 1961 Dès le milieu de l'année 1961 le biais de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda Urundi (CNURU), a supervisé le déroulement et l'organisation des élections législatives prévues en septembre 1961, qui avaient pour but de choisir les futurs représentants du Burundi indépendant. La compétition politique, lors de la campagne électorale, ayant commencé officiellement trois semaines avant le scrutin, a été beaucoup plus libre qu'en 1960. De très nombreux meetings sont organisés par les partis politiques. Des tracts ont été distribués pendant la campagne. Ce climat de forte compétition électorale a donné lieu à de nombreux débordements et à une montée de la violence politique sans précédent. Les débordements ont été la plupart du temps verbaux, à certains endroits ils ont pu être physiques. Ici le niveau de la violence paraît s'accroître proportionnellement avec l'intensité de la compétition et l'importance des enjeux. Par nous pouvons remarquer lors de cette campagne électorale que de nombreuses rumeurs se sont développées, comme la « rumeur du cachet ». De nombreux électeurs ont eu peur de voter car selon eux, la mention « Yatoye » sur leur livret d'identité pouvait constituer une preuve de leur complicité avec l'administration tutélaire et qu'au départ ils pourraient être chassés de leur village. Ces élections législatives ont offert une très large victoire à l'UPRONA obtenant ainsi 90% des sièges à l'Assemblée nationale. Cette victoire fut la cause directe de la disparition de son leader charismatique, le Prince Rwagasore, seulement quelques semaines après avoir été élu Premier Ministre. Son assassinat a été organisé par certains membres de la famille royale, avec d'autres leaders du parti PDC. Avant même l'indépendance, une lutte s'est engagée pour la succession à la tête du parti UPRONA, conduisant en interne, à la direction du parti en deux factions rivales : celle de « Casablanca » et celle de « Monrovia ». Au départ, ce clivage qui se développe surtout au sein du Parlement, paraît suivre l'axe des « progressistes » et des « modérés ». Mais rapidement, il va prendre une connotation ethnique très marquée. La tension entre les hutu et les tutsi est aggravée par l'assassinat du Premier Ministre Pierre Ngendandumwe, le 15 janvier 1965. À la suite de la mort de Ngendandumwe, le roi arrête la dissolution de l'Assemblée nationale le 3 mars 1965, afin que la nouvelle Assemblée soit en sa faveur. Ainsi donc, les élections législatives au suffrage universel vont se dérouler dans un climat de tension et d'instabilité politique où chaque citoyen est appelé à voter un représentant de son ethnité. C'est à dire que pendant les élections, l'UPRONA était toujours mixte ethniquement, même si le clivage interne va dans cette direction. Les résultats définitifs proclamés en juin, sont toujours en faveur de l'UPRONA, mais lors de ces élections assistons à la « renaissance » du PP. Sur 33 sièges à l'Assemblée Nationale, 21 reviennent à l'UPRONA, 10 à des indépendants. En terme ethnique, se sont les hutus qui ont remporté la victoire : ils sont majoritaires pour la première fois. En effet, ces élections se sont déroulées dans un contexte ethnique dur. A la suite des élections législatives, le climat politique va se détériorer davantage. Suite à la victoire de la coalition hutu, le roi a rejeté les résultats et a refusé d'investir la nouvelle Assemblée nationale, ainsi que le candidat à la primature Gervais Nyangoma proposé par la majorité parlementaire. A la place, il nomma son cousin, un ganwa, ce qui provoqua de la frustration dans les milieux hutu. Nous assistons dès lors, à l'ethnicisation des partis politiques burundais, ce qui va conduire à des massacres ethniques avant et après le coup d'Etat d'Etat d'Etat de 1966 contraignant les rescapés à l'exil.

3. Elections législatives de 1993 Conformément à la Constitution de 1992, il a été organisé des élections au suffrage universel direct afin d'élire de nouveaux représentants du peuple ainsi que son Président. Au cours de l'année 1993, il a été organisé deux élections qui sont les élections présidentielles le 1er juin et les élections législatives le 29 juin. Lors de ces élections nous pouvons voir que seul l'UPRONA, le FRODEBU et le PRP ont présenté un candidat. Les candidats présentables sont Pierre Buyoya pour l'UPRONA, Melchior Ndadaye pour le FRODEBU et Pierre Claver Sendegeya pour le PRP. C'est à travers ces discours programmes, les consciences d'appartenance ethnique se sont cristallisées. La stratégie principale du FRODEBU pour gagner des militants était d'exploiter essentiellement les passions hostiles causées par les massacres ethniques et à rendre l'UPRONA seul responsable de tous les maux qui se sont abattus sur le Burundi depuis l'indépendance. La stratégie électorale de l'UPRONA était de prouver au monde que le FRODEBU est un parti divisionniste et tribal qui recrute sur des bases ethniques et que donc il ne diffère en rien au parti PALIPEHUTU, qui est un parti interdit car il est à visée ethnique. L'UPRONA a elle aussi ethnicisé et militarisé la campagne. Le comptage des voix a commencé dès la fermeture des bureaux de vote, et les résultats officiels ont annoncé la large victoire du candidat du FRODEBU, Melchior NDADAYE avec 64,75% des suffrages exprimés. Ces résultats ont fait effet d'une bombe

lâ€™UPRONA. En effet, son candidat se voyait vainqueur. Lors de la campagne électorale les médias officiels prédisaient victoire de P.BUYOYA dès le premier tour. Ces résultats sont analysés par lâ€™UPRONA comme un vote ethnique, basé sur une campagne électorale ethnique. Le parti espère par là influencer la Cour Constitutionnelle à ne pas valider les résultats des présidentielles, et les milieux extrémistes tutsi voyaient cette victoire comme un coup d'État de part sa nature ethnique. Ainsi ils se sont décidés à tout bouleverser pour empêcher Ndadaye de mettre en place son programme. Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, les militaires ont opéré un coup de force qui a coûté la vie au Président de la République du Burundi ainsi que de ses proches collaborateurs. A lâ€™annonce de lâ€™assassinat du président des massacres ethniques ont explosés un peu partout dans le pays. Ainsi, des milliers des personnes victimes de leur appartenance ethnique ou de leur tendance politique sont massacrées.

5. Electoral de 2005 Pour éviter un vide constitutionnel le 31 octobre 2004, des élections générales doivent avoir lieu, tel que lâ€™accord d'Arusha le prévoit. À la suite des problèmes d'ordre matériel et législatifs, les élections ont été reportées au cours de lâ€™année 2005 pour entrer dans la période post transition, le Burundi devait se doter d'une nouvelle Constitution validée par un référendum, et également d'un code électoral et communal. Ces élections se déroulent toujours dans un contexte de guerre civile car le FNL PALIPEHUTU est toujours officiellement en guerre contre le gouvernement burundais. Le contexte est très dangereux et donne la présence dans certaines communes de la guerre et parce que la population est fortement armée. Lors de ces élections, la donne politique a changé par rapport aux élections de 1993 : lâ€™adversaire redoutable du FRODEBU en 2005, n'était plus lâ€™UPRONA mais le CNDD FDD. Le FRODEBU pour discréditer le CNDD FDD, mettait en avant les tueries et les exactions commises par lâ€™ancienne rébellion, et le CNDD FDD accusait le FRODEBU de s'être enrichi sur le dos de la population tout au long de sa cohabitation avec lâ€™UPRONA. A la suite de ce processus électoral, la victoire du CNDD FDD a été confirmée par la CENI et tous les Observateurs indépendants. On peut remarquer qu'au Burundi, souvent après une défaite, les partis politiques ont du mal à la digérer et préfèrent appeler au boycott des futures élections ou encore ne pas présenter de candidats plutôt que d'être confrontés à une nouvelle défaite électorale. C'est ainsi que le président du parti FRODEBU appela ses militants à une assistance au CNDD FDD et en les incitant à la révolte et en les préparant à s'affronter aux forces de lâ€™ordre comme s'il y avait une guerre en préparation.

6. Elections de 2010 Tout comme le processus électoral de 2005, le renouvellement de tous les hommes politiques au service de lâ€™Etat s'effectue dans un court espace temps, afin de concentrer les moments les plus à risque sur une même période et donc de mieux les contrôler. En effet au Burundi, ce sont les moments électoraux et plus particulièrement les périodes post électorales qui comportent le plus de risque de violence. En 2010, tous les citoyens électeurs burundais iront voter quatre fois en lâ€™espace de quatre mois. Seules les élections sénatoriales sont organisées selon un mode indirect. Le processus électoral de 2010 est une phase décisive pour le maintien de la paix et des instances démocratiques au Burundi, car se sont les premières élections depuis la fin de la guerre en 2007 avec le mouvement du FNL PALIPEHUTU. Pour chaque scrutin, cent journalistes des médias membres du PACAM sont déployés à travers tout le Burundi. Ce qui fait près de six journalistes par provinces. Ils arriveront sur le terrain une journée avant le scrutin, afin de commencer un premier tour des bureaux de votes de la province et y resteront le jour du scrutin, ainsi que les deux jours suivants. Les journalistes sur le terrain devront pendant ces quatre jours, passer si possible dans tous les bureaux de vote. Ensuite par lâ€™intermédiaire des téléphones mobiles, les journalistes devront envoyer les informations concernant le déroulement des élections et lors du dépouillement les premières tendances, à un bureau régional, qui par la suite envoie les informations à un bureau central à Bujumbura qui trie toutes les informations. Le but de cette synergie était d'éviter tout raptage des médias dans lâ€™annonce des résultats et de pouvoir informer rapidement la population des avancées du processus électoral. Malgré cette synergie, malgré la présence des observateurs nationaux et internationaux, une dizaine des partis politiques ont contesté les résultats qui donnaient le CNDD FDD vainqueur. À la suite tout le monde la connaît, elle vit encore avec et c'est de nous. Question : pourquoi les élections déclenchent-elles chaque fois les tensions au Burundi? Ma réponse : La pauvreté, un handicap pour la démocratie au Burundi La démocratie en passant par les élections fonctionne plus mal dans notre pays le Burundi. La raison est que dans ce pays la préoccupation principale est bien souvent de manger à sa faim. Un pied dans le pouvoir politique pour un membre d'une famille, d'un village, d'une ethnie peut changer totalement la capacité de la famille, de ce village, de cette ethnie à survivre. La solidarité ethnique et régionale prime pour résoudre ce problème de pauvreté, d'où les conflits ethniques/régionaux pour le pouvoir. L'accès à la richesse en passant par le politique à la multiplicité des partis politiques mais aussi les déclarations insensées de guerre. Je pense que manger à sa faim et pouvoir se soigner relativement correctement évitent généralement les solidarités de lâ€™ethnisme ou du nepotisme et les fanatismes qui vont avec, ce qui à mon sens réduirait les appétits du pouvoir que lâ€™on observe et ses risques sociaux cruels. Par Hassan NGENDAKUMANA à Bruxelles